

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS 2014 - LA CASSE CONTINUE !

- 3 EN NOUVELLE-CALEDONIE

Alors que les plans successifs de suppressions d'emplois (9116 en 4 ans) ont mené les postes et services au bord du gouffre, le projet de loi de Finances 2014, avec 1988 nouvelles suppressions d'emplois va les y précipiter.

Concernant la Nouvelle-Calédonie, 3 nouvelles suppressions d'emplois nets de cadre C sont annoncées pour 2014, elles viennent s'ajouter à celles des années passées, 11 depuis 2007. Pire, alors que notre taux d'encadrement est largement inférieur à la métropole, aucune transformation d'emplois de C en B n'est prévue en 2014, ce qui n'augure rien de bon pour les prochaines promotions de C en B et les affectations des lauréats.

Dans le même temps, les services sont toujours autant sollicités et bon nombre de collègues sont épuisés nerveusement et physiquement. Le constat est accablant : partout, les collègues témoignent de leur quotidien professionnel qui revient à tenter désespérément d'accomplir dans l'urgence et sans aucune lisibilité leurs missions. Des chefs de poste en sont contraints à envisager une limitation des horaires d'ouvertures au public pour pallier le manque d'effectif !

Et les seules réponses de l'Administration pour pallier à cette désorganisation sans précédent des services ont pour nom : " Démarche stratégique " et " Baromètre social ". Ne vous y trompez-pas, cette méthode n'a d'autre objectif que d'adapter les services aux cures d'austérité en cours et à venir et surtout pas pour objectif d'améliorer vos conditions de travail.

Le 16 octobre 2013, les élus **F.O.-DGFIP** ont écrit au Président du Comité Technique Local pour lui demander de réunir dès que possible le CTL afin qu'il puisse expliquer aux représentants du personnel les mesures concrètes portant sur l'organisation du travail, les missions et les moyens qu'il comptait prendre pour que les agents puissent continuer à remplir leurs missions dans un contexte qui se dégrade jour après jour, au détriment de leurs conditions de travail. Le Comité Technique Local est convoqué le 13 janvier 2014.

Vous avez reçu ou allez recevoir un message vous demandant de répondre aux questions d'un institut de sondage grassement rémunéré par la DGFIP. En cette période de restrictions budgétaires, vous serez heureux de constater que les économies réalisées par l'administration au détriment de vos conditions de travail, auront permis entre autre à la Direction Générale de financer un Baromètre Social qui lui sera très utile pour comprendre ce dont vous avez besoin, afin de vous expliquer en retour comment vous en passer !

Alors que les restructurations, les fusions, les regroupements, les fermetures de sites vont reprendre de plus belle, alors que le Directeur Général annonce à grand renfort de publicité la mise en place d'un baromètre social et qu'il supprime concomitamment près de 2000 emplois dans nos services, alors que l'abandon ou l'externalisation des missions et la casse du service public vont s'amplifier, alors que les promotions (Tableaux d'avancements, listes d'aptitudes, concours internes ...) vont diminuer de 50% en 2014, alors que le point d'indice et les primes sont congelés, la Direction Générale ose affirmer que "L'amélioration des conditions de vie au travail est une exigence permanente à la DGFIP". C'est purement et simplement de la provocation.

F.O.-DGFIP Nouvelle-Calédonie refuse de cautionner cette politique de destruction des emplois et des missions, et dans un contexte aussi désastreux, sans oublier, ni la sous-administration chronique en matière d'action sociale, ni les règles de gestion du personnel totalement inadaptées que l'on nous applique, **F.O.-DGFIP Nouvelle-Calédonie considère que maintenant, la mobilisation la plus large est la seule riposte pour mettre fin à la destruction des services de la DGFIP et de nos emplois et pour préserver notre santé au travail.**

